



**Résolution de l'Assemblée Générale du CAE 19/2 sur l'arrêt de la Cour Européenne de Justice concernant la procédure d'infraction sur les barèmes allemands – HOAI – du 4 juillet 2019 (C-377/17)**

L'Assemblée Générale du Conseil des Architectes d'Europe se félicite que la Cour de Justice Européenne (CJE), dans son arrêt dans la procédure d'infraction de la Commission européenne contre l'Allemagne concernant les tarifs minimum et maximum obligatoires prévus dans les barèmes d'honoraires des architectes et ingénieurs (HOAI), ait souligné de nouvelles possibilités de justification et raisons pour la réglementation professionnelle.

L'Assemblée Générale se félicite que la CJE dans le raisonnement de l'arrêt :

- reconnaît que la préservation de la qualité de l'environnement bâti, en abrégé « Baukultur », ainsi que la construction écologique, directement liée à la qualité des travaux d'aménagement, sont d'intérêt public et constituent donc des raisons impérieuses d'intérêt général au sens de la Directive Services 2016/123/CE notamment :
  - La qualité du travail
  - La protection des consommateurs et des bénéficiaires de services
  - La préservation du patrimoine culturel
  - Les politiques culturelles
  - La durabilité des bâtiments et de l'environnement.
- souligne que l'imposition des tarifs minimaux peut être appropriée pour garantir la qualité de l'environnement bâti et de l'environnement lui-même, conformément à la protection des consommateurs et à l'intérêt public
- souligne que, dans ce cas, un système cohérent et consistant est nécessaire, dans lequel certaines tâches ne peuvent être exécutées que par des personnes possédant des qualifications pertinentes et de haute qualité, y compris les exigences de formation qualitatives et qualitatives.
- souligne qu'en l'absence d'un barème, des situations particulières du marché peuvent conduire à une concurrence par les prix entre les prestataires de services et de planification, ce qui entraîne une baisse de qualité et, en fin de compte, l'élimination des opérateurs offrant des services de haute qualité.
- souligne que les États Membres doivent démontrer que leur réglementation est capable d'apporter une contribution significative aux objectifs poursuivis. Toutefois, ils n'ont pas besoin de produire de telles preuves.

L'Assemblée Générale du Conseil des Architectes d'Europe se félicite de ces points et de cette approche positive car ils soulignent l'importance de la Baukultur, de la durabilité et de la protection des consommateurs, ainsi que le rôle crucial de services de grande qualité.

Barcelone, 22 novembre 2019